

# Note de conjoncture

> L'analyse économique de FranceAgriMer



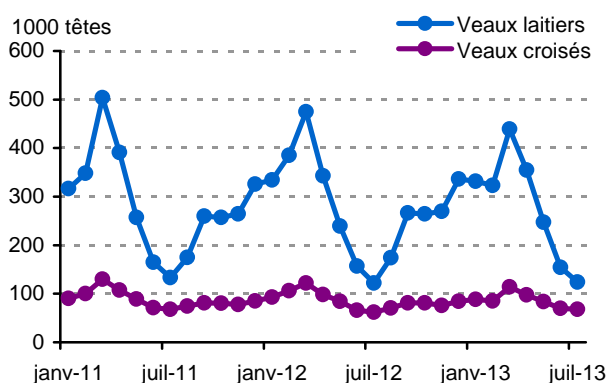
• Conseil Ruminants & Equidés / 17 septembre 2013

## VEAU DE BOUCHERIE

### Moins de disponibilités en veaux mais des prix du petits veaux orientés à la baisse

Sur la campagne 2012-13, les vêlages ont enregistré des replis pour tous les types raciaux. Les naissances de veaux laitiers ont diminué de 1,2 %, ce qui représente près de 34 000 veaux de moins. Le manque d'offre de ces petits veaux, ceux qui approvisionnent majoritairement la filière veau de boucherie, n'a pas pu être compensé par des apports de veaux croisés puisque les naissances de ces animaux ont reculé de près de 44 000 têtes (- 4,2 %). La cause en est le déficit de femelles reproductrices, lié à la décapitalisation lente mais continue jusqu'en 2012.

### Évolution des naissances de veaux laitiers et croisés français



Source : FranceAgriMer, d'après BDNI

La constatation est la même sur les naissances en races à viande, où la réduction du nombre de veaux nés a atteint plus de 65 000 têtes (- 1,9 %). Ces veaux sont destinés, pour une petite part, à la filière veau (pour des productions spécifiques de veaux élevés au pis) et pour une autre part à la filière longue brouillard / jeune bovin.

Toutefois, depuis le mois d'avril environ, les vêlages ont été globalement supérieurs à ceux de 2012. La tendance semble s'être inversée, ce qui serait logique compte tenu de l'arrêt de la décapitalisation qui semble s'être produit sur les cheptels de femelles reproductrices, aussi bien laitières qu'allaitantes.

Les approvisionnements en veaux de moins de 80 kg n'ont pas permis de compenser le manque de veaux français. Le solde du commerce de ces animaux est resté nettement positif, même si les exportations ont diminué de 14 % sur la campagne (- 16 600 têtes). Ce sont surtout les importations qui sont restées à des niveaux très bas alors qu'on aurait pu s'attendre à une progression.

Mais les mises en place de veaux dans les ateliers d'engraissement n'ont pas décollé. En effet, sur les douze mois de la campagne 2012-13, les données du Nœud Focal révèlent qu'environ 47 700 veaux de moins sont entrés en engraissement (- 5,0 %). Les intégrateurs sont restés prudents en raison du contexte peu favorable dans la filière veau de boucherie : coûts de l'aliment pour veaux élevés (en lien avec la hausse de la poudre de lait écrémé et de lactosérum), repli des prix de la viande de veau, ces deux facteurs entraînant une dégradation de la rentabilité de l'activité, et, pour finir, baisse de la consommation.

Dans ce contexte, et malgré la rareté de l'offre, les prix du veaux de 8 jours à 3 semaines se sont inscrits sur des prix inférieurs à ceux de 2012 tout au long de l'année. La baisse saisonnière traditionnelle a été marquée mais surtout beaucoup plus précoce que les autres années. Ainsi, le veau mâle de 45-50 kg destiné à l'engraissement s'est échangé en moyenne à 108,2 €/tête sur les huit premiers mois de l'année, un prix en recul de 18,8 %, soit de 25 euros.

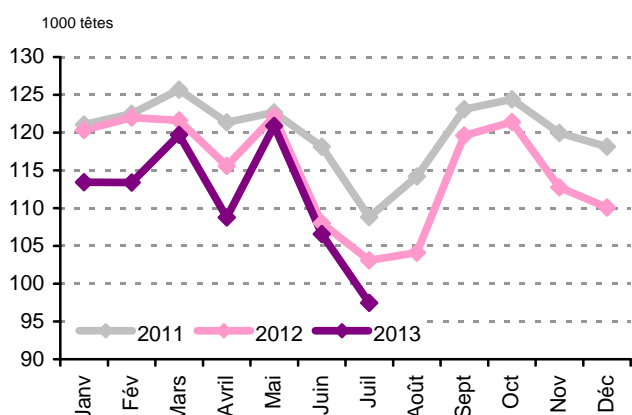
## Diminution des prix de la viande malgré une moindre production

Pour la 8<sup>e</sup> année consécutive, la production de veaux de boucherie a été marquée par une diminution. La tendance a été observable dès le début de l'année ; elle s'est confirmée au fil des mois. Mai et juin ont été des mois où les abattages sont restés proches des niveaux de 2012 (mais bien inférieurs à ceux de 2011) mais l'écart s'est à nouveau creusé en juillet. En cumul sur sept mois, les abattages ont reculé de 4,0 % en têtes, mais de 3,5 % en volume. Stables sur les cinq premiers mois, les poids des carcasses de veaux se sont développés cet été (+ 2,6 kg en juin, + 2,1 kg en juillet) : les durées d'engraissement ont été rallongées pour étaler les sorties.

de veau est passée de 111,2 à 108,6 milliers de tec (- 2,3 %) sur le premier semestre.

D'après le panel Kantar Worldpanel, les achats de viande de veau ne se sont que momentanément améliorés au cours de l'été. En période 7, ils ont progressé de 2,6 % par rapport à la période 7 de 2012. Ce sont les pièces à griller et rôtir qui ont attiré les consommateurs (+ 3,7 %). Mais les quatre semaines suivantes ont été marquées par une baisse de 13,2 % des achats. En cumul sur les huit premières périodes, les achats de viande de veau n'ont baissé que de 0,3 %, ce qui est dans la moyenne de l'ensemble des viandes de boucherie fraîches. Les prix de cette viande ont augmenté de 3,4 %, quand l'évolution moyenne sur l'ensemble des viandes est de + 4,0 %.

### Abattages de veaux en France



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Cette réduction de la production de veaux n'est pas spécifique au cas français. Tous les principaux pays producteurs de veaux de l'Union européenne ont réduit leur production sur la première moitié de l'année 2013. C'est notamment le cas des Pays-Bas où les abattages ont diminué de 1,4 % en volume (3,0 % en têtes). La production allemande a reculé de 8,3 % et celle de l'Italie a chuté de 27 %.

Des approvisionnements en viande de veau néerlandaise ont compensé une petite partie du déficit de production. Ils ont progressé de 5,0 % sur les 35 premières semaines par rapport à 2012, s'établissant à 21,4 milliers de tonnes. Les achats de veaux vivants ont par contre diminué d'un tiers au cours du premier semestre : il est probable que les Pays-Bas, principal fournisseur de la France, aient eu la volonté de privilégier leur production par des abattages sur leur territoire. Ils ont par conséquent réduit de moitié leurs ventes de veaux vivants vers la France.

Le ralentissement de la production n'a pas suffi à stabiliser les prix, qui avaient entamé une décroissance dès le début du printemps. Le cours moyen du veau de boucherie est passé sous les 6 euros en juillet. Sur le seul mois d'août, il s'est dégradé de 4,5 % par rapport à août 2012.

C'est la faiblesse de la demande qui tire les prix à la baisse. Calculée par bilan, la consommation de viande

## BOVINS MAIGRES

### Une offre en broutards en repli jusqu'au mois de juin

Entre février et juin 2013, les disponibilités en bovins mâles allaitants (dont croisés) de 8 à 11 mois ont été en repli par rapport aux niveaux observés un an auparavant. La diminution de ce cheptel de mâles s'est établie entre 12 et 23 000 têtes suivant les mois. L'écart s'est nettement réduit en juin, où il n'était plus que de - 2 700 têtes et la tendance s'est inversée au 1<sup>er</sup> juillet, avec une augmentation des effectifs de 6 400 têtes.

En races laitières, les disponibilités en mâles âgés de 8 à 11 mois ont été plus importantes qu'en 2012 sur la période de janvier à avril. Au cours des trois mois suivants, les effectifs se sont inscrits sur des niveaux inférieurs, de 800 à 1 400 têtes, ce qui représente toutefois des baisses de moins de 1 %.

Ces évolutions sont liées au niveau des naissances. En effet, les mâles âgés de 8 à 11 mois au 1<sup>er</sup> juillet 2013 sont nés entre août et novembre 2012. Or, sur cette période, les vêlages de veaux allaitants et croisés ont progressé de 12 500 têtes (+ 1,0 %) par rapport à 2011. Ceci explique très probablement le développement de l'offre constaté huit à onze mois plus tard dans les données de cheptel de la BDNI.

Toujours sur août – novembre 2012, les naissances en races laitières ont reculé de 1,3 %, ce qui représente environ 16 300 naissances de moins qu'en 2011. Les conséquences de cette baisse peuvent être constatées au 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Le repli des disponibilités en bovins maigres allaitants (notamment charolais et limousins) a impacté les prix des broutards français. Ceux-ci ont été orientés à la hausse entre décembre 2012 et juin 2013, atteignant 2,93 €/kg pour les mâles limousins et 2,85 €/kg pour les mâles charolais de 6-12 mois de conformation U3. Sur ces sept mois, les cours ont été supérieurs à ceux pratiqués un an auparavant, période où l'offre était globalement plus abondante.

Début juillet, les cours ont entamé une décroissance, plus prononcée pour les charolais : ces animaux ont perdu 19 centimes en sept semaines, avant de se stabiliser, tandis que les prix des broutards limousins ont diminué de 6 centimes sur quatre semaines puis sont restés inchangés. La hausse des disponibilités en bovins maigres à partir du 1<sup>er</sup> juillet est une raison de cette baisse. Mais la faiblesse de la demande à l'exportation en est une également.

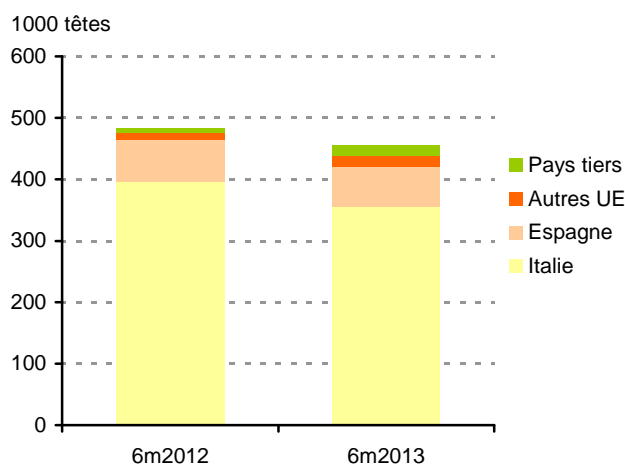
### Moins d'exportations, réorientées vers le broutard léger et de nouvelles destinations

Les ventes de broutards (bovins destinés à l'engraissement de plus de 80 kg) se sont repliées de 6,0 % sur le premier semestre 2013, par rapport à 2012 : ce sont 29 000 bovins de moins qui ont été exportés.

La hausse des cours des maigres, dans un contexte économique défavorable pour les engraisseurs, en particulier italiens, n'a pas encouragé les mises en place dans les ateliers d'engraissement. En Italie, le taux de remplissage des ateliers a ainsi, d'après les opérateurs transalpins, été parfois inférieur de 10 à 40 % à la moyenne saisonnière, selon les régions. La mauvaise rentabilité de l'engraissement de jeunes bovins (les prix de vente des animaux gras ne permettant pas de couvrir les frais, entre l'aliment et l'achat d'animaux maigres) et le recul de la consommation (- 5,1 % sur les achats des ménages sur les cinq premiers mois de 2013 d'après le panel GfK, après une baisse de 10 à 13 % en 2012) sont les deux facteurs ayant conduit les engraisseurs à réduire leur activité et donc leurs mises en place. Les importations italiennes de broutards ont réduit dans leur ensemble et la France, premier fournisseur, a été particulièrement touchée. Les approvisionnements en bovins maigres français ont ainsi diminué de 1,6 % sur les 80-300 kg et de 11,8 % sur les plus de 300 kg.

Les ventes vers l'Espagne ont enregistré des baisses similaires : - 3,4 % sur les bovins de 80 à 300 kg, - 9,4 % sur les bovins de plus de 300 kg.

### Exportations de broutards français de plus de 80 kg par principales destinations



Source : FranceAgriMer, d'après douanes françaises

Même si la majorité des broutards exportés sont des mâles de plus de 300 kg, une tendance, amorcée en 2012, s'est confirmée en 2013 : un développement de la demande pour des broutards plus légers, ayant des poids de 160 à 300 kg (+ 1,0 % observé sur ces animaux au cours du premier semestre 2013, contre - 6,9 % pour les mâles de plus de 300 kg et - 11,3 % pour les génisses de plus de 300 kg). L'attrait de ces maigres légers est leur prix, moins élevé que celui de broutards lourds et mieux conformés. C'est le choix qu'ont fait les engraisseurs italiens : jusqu'en 2011, leurs approvisionnements en broutards de 160 à 300 kg représentaient moins de 20 % du total importé. Depuis 2012, la part de ces animaux a atteint un tiers du total, aux dépens des mâles de plus de 300 kg.

La France reste le premier fournisseur de broutards de l'Italie. Cependant, elle doit faire face à une nouvelle

concurrence : les PECO (Hongrie, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie). Ces états ont développé leur cheptel bovin et proposent aux traditionnels pays producteurs de jeunes bovins des animaux maigres moins lourds et surtout meilleur marché que ceux de la France. Ils sont limités dans leurs exportations par leur offre, qui est bien moins abondante que l'offre française. Mais il est intéressant de noter que, sur la première moitié de l'année, l'Italie a développé ses achats auprès de ces cinq pays (+ 47 %) alors qu'elle les a réduits auprès de ses autres fournisseurs, la France en tête (- 5 %).

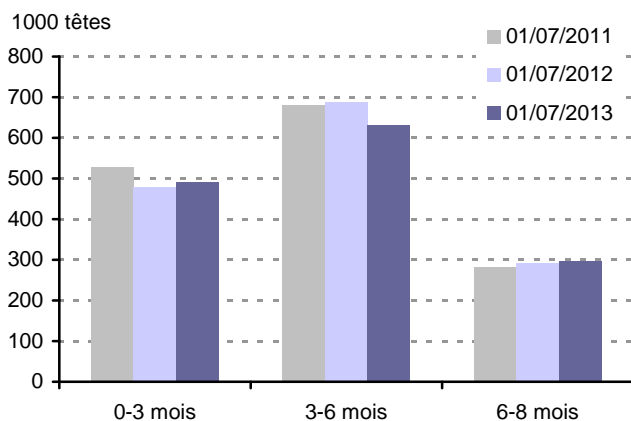
D'autres pays ont accru leur demande en broustards et la France a pu y écouler une petite partie de ses animaux. Elle a exporté des bovins de plus de 300 kg vers l'Allemagne (+ 9,1 %). Mais les ventes ont particulièrement progressé vers les pays du Maghreb (Algérie et Tunisie notamment) : ce sont près de 10 000 animaux de plus qui y ont été expédiés.

Il semblerait que les exportations aient été plus dynamiques au cours de l'été, vers l'Italie notamment. La baisse des cours des broustards en France est probablement la raison de cette reprise. Toutefois, en l'absence de données, il n'est pas possible pour le moment de confirmer cette information.

### Quelles perspectives pour les prochains mois ?

Les données de cheptel de la BDNI indiquent que la tendance à la hausse sur les disponibilités en broustards ont dû se maintenir jusqu'à la fin de l'été. Mais en septembre et octobre, les effectifs devraient être en repli par rapport à ce qu'ils étaient un an auparavant. Au 1<sup>er</sup> juillet, le cheptel des mâles de 3 à 5 mois étaient en baisse de plus de 57 000 têtes par rapport au 1<sup>er</sup> juillet 2012. Dans ce contexte, les prix des bovins maigres pourraient repartir à la hausse ce qui pourrait avoir un impact sur le niveau des exportations.

#### État du cheptel de bovins mâles allaitants et croisés au 1<sup>er</sup> juillet



Source : FranceAgriMer, d'après BDNI

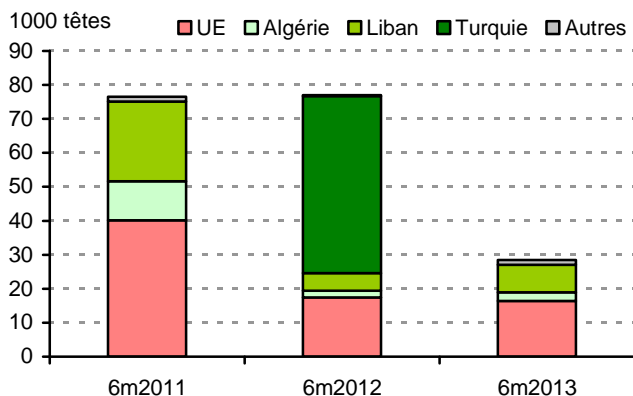
## GROS BOVINS FINIS

### Jeunes bovins : moins d'exportations en vif au profit des abattages

La tendance à la hausse des abattages de jeunes bovins, entamée en fin d'année précédente, s'est poursuivie au cours de l'été. Cette croissance du nombre de jeunes bovins abattus est particulièrement significative sur les races allaitantes puisque, depuis fin mai, elle a atteint des niveaux constamment supérieurs à ceux de 2012 et même de 2011. En cumul sur les 36 premières semaines, ce sont 45 500 jeunes bovins allaitants de plus qui ont été abattus. Cette croissance des abattages en tête est renforcée par un allourdissement des carcasses de 1,8 kg/tête en moyenne.

En races laitières, le nombre de jeunes bovins abattus a également progressé par rapport à 2012 (+ 5,9 %, soit + 6 400 têtes sur les 36 premières semaines) mais au cours de l'été, les niveaux observés ont oscillé entre ceux de 2012 et ceux de 2011. En outre, les carcasses se sont en moyenne allégées de 1 kg.

### Exportations françaises de gros bovins finis



Source : FranceAgriMer, d'après douanes françaises

Ces animaux entrant dans les abattoirs français sont ceux qui, en 2012, avaient été exportés. La demande en gros bovins finis à l'étranger a nettement reculé en un an et, sur le premier semestre, les expéditions de bovins de plus de 300 kg destinés à la boucherie ont diminué de 63 %, soit de 48 500 têtes. Premier débouché au sein de l'Union européenne, l'Italie a réduit ses approvisionnements de 8,6 %. La faiblesse de la consommation est probablement la raison de ce moindre apport, alors même que la production locale de jeunes bovins est en fort repli dans ce pays (- 37 500 têtes abattues sur les cinq premiers mois). Parmi les pays tiers, la Turquie a stoppé ses achats de bovins finis français. Entre le doublement de la taxe d'importation et les contrôles sanitaires, ce marché est devenu difficilement accessible. De plus, le pays a développé son cheptel reproducteur et par conséquent sa production. Les opérateurs de la filière bovine turque tendent donc à privilégier leurs producteurs et leurs outils industriels.

Mais d'autres pays du pourtour méditerranéen ont importé plus de bovins finis sur la première moitié de

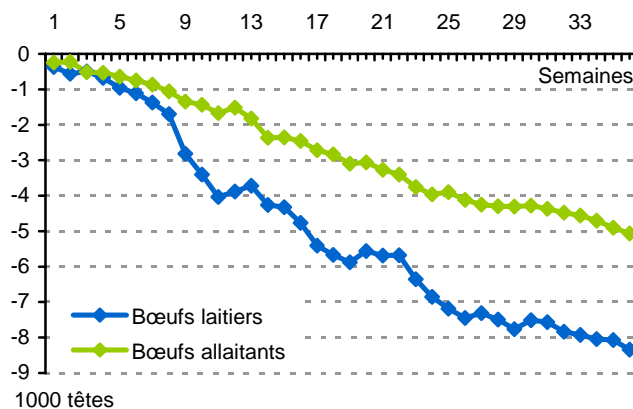
l'année 2013, le Liban par exemple, ainsi que l'Algérie, mais les volumes sont demeurés trop faibles pour compenser le déficit laissé par la Turquie et l'Italie. Ils sont d'ailleurs inférieurs à ce qu'ils étaient sur le premier semestre 2011.

D'après les données de cheptel de la BDNI, les effectifs de bovins allaitants et croisés de 12 à 15 mois étaient en repli de 1,3 %, soit de 4 700 têtes au 1<sup>er</sup> juillet 2013. En races laitières en revanche, les disponibilités sont supérieures de 8,1 % par rapport au 1<sup>er</sup> juillet 2012 (+ 5 900 têtes). Les abattages de jeunes bovins sur la fin d'été / début d'automne pourraient donc être à peu près équivalents à ceux de 2012, en particulier si les exportations se maintiennent à des niveaux relativement bas.

### Bœufs : poursuite de la baisse de la production

Peu de changements ont pu être observés sur la production de bœufs : orientée à la baisse depuis le début de l'année, la tendance s'est poursuivie jusqu'en août, même si un léger regain a été constaté en juillet (+ 3 % d'après Normabev). En cumul sur les 36 premières semaines, les abattages de bœufs ont reculé de 13,9 % (- 18 400 têtes). Cette évolution est la conséquence de la baisse du cheptel de mâles de plus de 24 mois observée au 1<sup>er</sup> janvier 2013, que ce soit pour les races allaitantes ou les races laitières.

### Écarts cumulés entre les abattages de bœufs de 2013 et ceux de 2012, par type racial



Source : FranceAgriMer, d'après Normabev

Au 1<sup>er</sup> juillet 2013, les effectifs de mâles de plus de 24 mois restent en repli pour les races allaitantes (- 1 700 têtes) mais elles sont en hausse pour les races laitières (+ 1 800 têtes). Sur la fin de l'année, les abattages de bœufs pourraient donc retrouver des niveaux proches de ceux de 2012.

### Femelles : stabilisation des cheptels de reproductrices via une baisse des abattages

Pour les femelles, l'été s'est déroulé dans la continuité des mois précédents, à savoir sur une diminution des abattages, aussi bien de génisses que de vaches. La

rétention de femelles reproductrices dans les élevages, qui avait été envisagée avant l'été, semble se confirmer. Les données de la BDNI témoignent d'ailleurs de cette nouvelle tendance. Au 1<sup>er</sup> juillet, le cheptel de femelles allaitantes de 24 à 36 mois n'est en repli « que de » 0,4 % par rapport au 1<sup>er</sup> juillet 2012 alors que le cheptel de femelles laitières du même âge s'est accru de 1,5 %. Concernant le cheptel de femelles plus âgées (plus de 36 mois), il a atteint le même niveau qu'en juillet 2012,  $\pm$  0,4 % selon les types raciaux.

La chute des abattages de femelles est la conséquence de cette stabilisation du cheptel de reproductrices. Dans le cas du troupeau laitier, il serait même possible de parler de reconstitution du cheptel de femelles : la bonne conjoncture laitière ainsi que la préparation de sortie des quotas laitiers sont deux facteurs positifs pour les producteurs de lait qui réduisent leurs réformes au minimum.

Au cours de l'été (semaines 27 à 36), le repli des abattages de génisses s'est renforcé. Il s'est élevé à -15,1 % pour les laitières et -10,1 % pour les allaitantes, alors qu'en cumul sur les 36 semaines de 2013, il s'est établi respectivement à -9,7 % et -9,8 %. Sur juillet et août, ce sont au total environ 6 400 génisses de moins qu'en 2012 qui ont été abattues (soit 30 % de la baisse cumulée).

Les abattages de vaches laitières ont poursuivi leur repli dans le même ordre de grandeur que la moyenne annuelle (-12,8 %). En revanche, la diminution a été un peu moins forte sur les vaches allaitantes (-8,7 % sur juillet / août contre -12,4 % en cumul annuel). Ce sont malgré tout 25 300 vaches de moins qui sont entrées dans les abattoirs français sur ces deux mois, ce qui amène à -113 500 têtes le recul depuis le début de l'année.

### La consommation morose entraine les prix de la viande à la baisse

Sur le premier semestre 2013, les exportations de viande se sont repliées : les ventes de viandes fraîches ont diminué de 8,0 % (-9 100 tec), celles de viandes transformées de 24,7 % (-2 000 tec) et celles de viandes congelées sont restées stables par rapport à 2012. Compte tenu du niveau élevé des abattages de jeunes bovins, ce n'est pas l'offre qui a limité ces exportations de viande bovine, mais plutôt la demande. Elles ont reculé vers la plupart des pays de l'Union européenne alors que la production y est orientée à la baisse. La morosité de la consommation, en particulier dans les pays du sud de l'Europe (Italie, Grèce, Espagne) n'incite ni à produire, ni à importer de la viande.

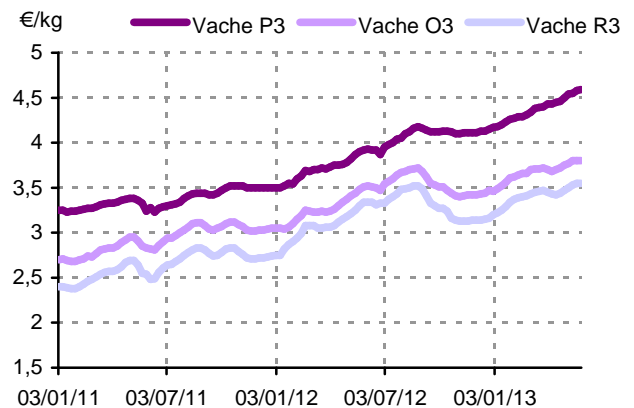
Dans un contexte de manque d'offre en viande de vaches sur le marché français, la viande de jeunes bovins a trouvé preneur, d'autant plus que les prix des

vaches ont connu une progression particulièrement prononcée par rapport à ceux des jeunes bovins.

Comme dans la plupart des pays de l'Union européenne, la consommation française ne cesse de régresser. Calculée par bilan, en cumul sur les six premiers mois, elle s'est établie à 673 500 tec, en repli de 3,0 % par rapport au premier semestre 2012 (soit 20 600 tec de moins consommées). La tendance a d'ailleurs dû se poursuivre au cours de l'été, le beau temps n'étant pas nécessairement favorable à la consommation de viandes rouges.

Les données du panel Kantar Worldpanel indiquent effectivement un repli des achats des ménages de 6,8 % sur la période 7 et de 9,2 % sur la période 8. Même les achats de bœuf à griller et rôti ont diminué, alors que l'été est généralement propice aux grillades. Si les achats de viande hachée fraîche se sont dégradés pendant l'été, ceux de bœuf haché congelé s'en sortent un peu mieux.

### Évolution des cours des vaches entrée abattoir



Source : FranceAgriMer

Ce ralentissement de la consommation a conduit à une réduction des prix des gros bovins entrée abattoir. Elle a pu être constatée dès la fin du mois de juillet. Ce sont tout d'abord les cours des femelles, malgré le manque d'offre, qui ont été touchés par cette baisse. En huit semaines, les vaches R3 ont perdu 3,9 % de leur valeur, ce qui représente 18 centimes de moins. Les prix des vaches O3 et P3 ont diminué de 19 centimes (respectivement -4,9 et -5,3 %). Les cours des autres gros bovins ont été entraînés sur cette tendance baissière : -3,2 % pour les génisses R3, -3,6 % pour les bœufs R3, avec des pertes de valeur de 15 à 16 centimes. Pour les jeunes bovins, la réduction en valeur a été un peu moins marquée car les prix étaient déjà à des niveaux inférieurs mais elle est tout de même de 8 centimes pour les JB R3 (-2,0 %).

**Ont contribué à ce numéro :** unité Produits animaux, pêche et aquaculture / service Marchés et études de filières



La note de conjoncture viandes est une publication de FranceAgriMer. Directeur de la publication : Éric Allain. Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de FranceAgriMer. L'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer de conseils personnalisés. Photos : Pixtal.

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex  
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

[www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)  
[www.agriculture.gouv.fr](http://www.agriculture.gouv.fr)